



SNUDI-FO

Syndicat du Val-de-Marne

Par la grève, stoppons maintenant le chaos qui menace les écoles !

Face au chaos qui se généralise du fait des décisions gouvernementales, pour le conseil syndical du SNUDI-FO 94, qui a réuni une soixantaine de collègues mardi 4 janvier au soir, l'urgence est à la préparation de la grève, la grève pour gagner, la grève jusqu'à satisfaction des revendications !

Les 60 directeurs, enseignants et AESH présents ont tous fait part de leur colère face à la situation dans les écoles depuis la rentrée du 3 janvier : toujours aucune livraison de masques chirurgicaux de type 2R ou FFP2, de gels hydroalcooliques, de lingettes virucides, aucun purificateur d'air ni de capteur de CO2, aucun recrutement anticipé de remplaçants, de médecins scolaires, de médecin de prévention... À cela s'ajoute un protocole sanitaire « hors sol » et des « consignes » souvent contradictoires, découverts dans la presse la veille pour le lendemain et aboutissant à une mise en danger des personnels, des élèves et de leurs familles, et à l'impossibilité d'enseigner !

Le conseil syndical a fait un état des lieux précis des conditions inacceptables de la reprise dans les écoles :



- la disparition des mesures d'isolement spécifiques pour les cas contact à domicile qui entraîne, de fait, la présence de cas positifs dans les écoles;
- sur l'ensemble du département, le lundi 3 janvier, **près de 500 enseignants absents non remplacés faute de moyens humains** : dans la circonscription d'Orly, 30 enseignants absents, seulement 4 remplacés ; sur les deux circonscriptions de Vitry, 51 enseignants absents ; à Choisy-le-Roi, ou à Cachan, près d'une quinzaine d'enseignants non remplacés, ... Dans un nombre significatif d'écoles, ce sont un grand nombre d'absences qui n'ont pas été remplacées (4 à la Maternelle Langevin à Choisy, 5 à la Primaire Haute Bruyères à Villejuif, 5 à l'Elémentaire Barbusse à Gentilly, 3 à l'Elémentaire Pierre et Marie Curie à Chevilly, ...) et **l'annonce, dans toutes les circonscriptions, d'une pénurie de remplaçants. Plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs d'ores et déjà annoncé que les absences inférieures à une semaine ne seraient pas pourvues ;**
- **des élèves renvoyés chez eux**, faute de remplaçants, au mépris du droit à l'instruction ;
- **des effectifs de classe évoluant chaque jour** en fonction des tests et autotests, avec pour conséquence **l'impossibilité pour les enseignants d'assurer leur mission d'enseignement**, et « invités » à mettre en œuvre la « continuité pédagogique », à cumuler présentiel et distanciel au mépris des textes réglementaires ;
- des directions et des équipes enseignantes auxquelles il est demandé de contrôler des résultats de tests, des attestations sur l'honneur et forcées de tenir des tableaux quotidiens sur les élèves « habilités » ou non à entrer dans l'école pour reprendre la classe ;
- des directions contraintes d'inventer des documents que l'Éducation nationale aurait dû leur fournir : attestations employeur, explications du protocole aux familles, ... ;
- des équipes confrontées à la colère légitime des parents dont les enfants ne peuvent être accueillis, devant récupérer leur enfant pour un énième test, ou réclamant des autotests que les pharmacies ne leur délivrent pas, faute d'informations, de consignes du gouvernement ou même d'autotests !
- des rendez-vous de carrière reportés la veille pour le lendemain, certains pour la deuxième ou troisième fois ;
- des dispositifs ULIS ou UPE2A à l'arrêt, les élèves étant maintenus dans une classe banale au mépris de leur droit à bénéficier d'une scolarisation adaptée.

Deux jours après la reprise, de nombreux collègues ont déjà témoigné de leur épuisement !!

Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public, de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière

✉ 11/13, rue des archives - Maison des syndicats - 94000 CRETEIL

☎ 01.43.77.66.81

Fax : 01.43.77.31.29 - email : 94snudifo@gmail.com - internet : snudifo94.fr -  snudifo94 -  @SNUDIFO94

Les responsables de ce chaos sont au gouvernement ! Dans un contexte d'explosion de l'épidémie que le ministre de la santé qualifie lui-même de véritable « raz de marée », avec près de 300 000 contaminations par jour et un taux de contamination de près de 1 000/100 000 chez les moins de 10 ans, le choix délibéré du gouvernement de faire reprendre les cours dès le 3 janvier, en augmentant sans limite définie le nombre de cas positifs pour déclencher la fermeture d'une classe, en conditionnant l'isolement à la bonne foi des parents, en ignorant les cas contacts intra-familiaux, ... sont des décisions extrêmement dangereuses et méprisantes à l'égard des personnels des écoles qui font face à un risque accru de contamination à la covid-19.

Comme le SNUDI-FO 94 le revendique depuis le mois de mars 2020, Il aurait fallu que le ministère procède à un recrutement massif de professeurs pour alléger les effectifs dans les classes et assurer les conditions permettant de respecter la santé de chacun ! Il aurait fallu réquisitionner ou construire tous les locaux nécessaires pour créer les classes indispensables ! Il aurait fallu recruter en masse les agents d'entretien pour assurer les missions de nettoyage et de désinfection. Il aurait fallu fournir massivement les masques FFP2 gratuits, les tests systématiques, les purificateurs d'air, le gel, les lingettes virucides, etc.

Et qu'on ne nous dise pas qu'il n'y avait pas d'argent ! Mis bout à bout, les fonds débloqués par le gouvernement pour les banquiers et les patrons depuis mars 2020 atteignent au total la somme de 600 milliards d'euros ! Plus de deux fois le budget de l'Etat, plus de 10 fois le budget de l'Education Nationale. ! De quoi doubler le nombre de tous les fonctionnaires, qu'ils soient dans les écoles ou les hôpitaux !

Le message est clair : en refusant les moyens nécessaires, en exposant les personnels et les élèves à la COVID, en utilisant la crise sanitaire pour aller toujours plus loin dans la déréglementation, la priorité du gouvernement n'est ni de combattre l'épidémie, ni de permettre que l'École assure sa mission d'enseignement !

Pour le SNUDI-FO 94, soit il s'agit d'assurer coûte que coûte l'enseignement aux élèves et alors il faut que le ministère prenne les dispositions pour recruter immédiatement, sous statut, des centaines de nouveaux enseignants afin d'assurer les remplacements, et d'alléger les effectifs, et pour assurer la sécurité des personnels, soit le ministre persiste dans son refus de satisfaire nos revendications et il prend la responsabilité de généraliser le chaos qui s'installe dans les écoles aboutissant à la destruction pure et simple de l'École !

Face à cette situation, pour le conseil syndical du SNUDI-FO 94, l'urgence est à la préparation de la grève, de la grève pour gagner, de la grève jusqu'à satisfaction des revendications : recrutement massif de personnels pour assurer les remplacements – au moins 500-, le dédoublement des classes, les masques FFP2 gratuits pour tous, les capteurs de CO2 et les purificateurs d'air dans toutes les classes, le gel et les lingettes virucides à disposition, les masques pédiatriques, etc. Les personnels sont en état de légitime défense de leur santé, de l'École publique, du droit pour les élèves à bénéficier de véritables enseignements dans le cadre des programmes nationaux !

Le Conseil syndical du SNUDI-FO 94 appelle tous les collègues à se réunir, à établir leurs revendications précises et à décider la grève dans toutes les écoles du département ! Il prend contact avec les autres organisations syndicales pour leur proposer qu'un tel appel à la grève soit lancé en commun le plus vite possible.

C'est d'ailleurs ce que viennent de faire les AESH du Val-de-Marne, réunis en RIS intersyndicale (FO FSU CGT SUD) le mardi 4 janvier, qui ont décidé la grève « illimitée » à partir du 10 janvier, pour un vrai statut de la Fonction publique, un vrai salaire, le retrait des avenants et l'abandon des PIAL et qui ont constitué leur comité d'organisation de la grève avec les organisations syndicales.

Créteil le 5 janvier 2022